



La révolution tunisienne deux ans après – est-elle réversible ?

par Gilles Bertrand

L'année et demie écoulée depuis les élections constituantes d'octobre 2011 est une occasion perdue pour la Tunisie. L'opposition comme les partis au pouvoir manquent manifestement d'expérience et de sens tactique : sur la base des derniers mois, il est légitime de douter de leur capacité à traduire en actes le mandat populaire qui leur a été donné par la révolution. L'assassinat de Chokri Belaïd et la crise gouvernementale qu'il a déclenchée ont accru le malaise et l'urgence d'une nouvelle impulsion. En manifestant massivement le jour de ses funérailles, le peuple tunisien a réaffirmé, avec clarté et maturité, son exigence de changement.

Cette urgence et cette exigence de changement amènent à poser la question de l'irréversibilité de la révolution tunisienne. Quelles étaient ses demandes ? Quelles réformes substantielles le pays a-t-il lancées et doit-il encore enclencher pour asseoir une rupture définitive par rapport au passé ?

La question identitaire et religieuse : une invitée tardive et encombrante

Avant de se livrer à cet exercice, il faut rappeler une évidence que les acteurs politiques et les médias internationaux mettent insuffisamment en avant : les thèmes identitaires et religieux étaient absents des événements déclencheurs et des revendications de la révolution tunisienne. La grande majo-

rité des Tunisiens se retrouve dans l'idéal, exprimé depuis l'indépendance, d'un État démocratique et social ancré dans un islam tolérant et moderne. L'exaspération populaire de l'hiver 2011 réclamait avant tout la fin de l'interminable dévoiement de cet idéal par les dirigeants du pays.

En se réclamant du « modèle turc » et en réaffirmant leur adhésion au pluralisme, les islamistes d'Ennahda se présentaient comme un courant conservateur compatible avec cette perspective. Dans une société contrainte au silence depuis un demi-siècle, où l'islamisme a été brutalement réprimé et la religion souvent un refuge devant l'injustice et l'absence d'espoir, Ennahda bénéficiait d'un capital de sympathie. Elle constituait surtout la seule force organisée et lisible du paysage politique et bénéficiait d'un large accès aux réseaux associatifs religieux. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, qu'elle soit sortie en tête des élections d'octobre 2011 avec 37% des suffrages exprimés.

Malgré des tensions et des positions idéologiques contradictoires, les premières discussions au sein de l'assemblée constituante ont confirmé le consensus national évoqué plus haut. Elles ont reconduit la définition de l'État tunisien posée par l'article 1 de la Constitution de 1959. Elles ont rejeté les tentatives de remise en cause du Code du statut personnel et de la place des femmes dans la société tunisienne.



En parallèle, le débat identitaire a rempli le vide politique des derniers mois. L'apparition de groupes salafistes violents, les intimidations menées par les Ligues de protection de la révolution, le remplacement des imams de certaines mosquées par des prêcheurs plus extrêmes nourrissent la crainte qu'Ennahda se laisse déborder par son aile extrême, voire tenter par un passage en force hors du jeu démocratique.

Dans un pays accoutumé à une tranquillité de surface anormale, les incidents de sécurité, mineurs pour la plupart, se sont multipliés et sont devenus un réel sujet d'inquiétude, au risque de perdre le sens des proportions. Par exemple,

un rapport récent de l'*International Crisis Group* estime à environ 50 000 le nombre de salafistes tunisiens. En Tunisie comme ailleurs, l'essentiel des adeptes de cette mouvance rigoriste et souvent simpliste de l'islam adhère à la non-violence et les actes de brutalité sont le fait d'une minorité d'entre eux. S'il y a là un problème de sécurité réel et que le gouvernement a tardé à traiter, il ne justifie pas la panique largement répercutée dans la presse internationale.

Ce brouhaha identitaire et ce malaise grandissant ont renvoyé au second plan les revendications portées par la révolution. Or la grande majorité des Tunisiens ne se retrouve ni dans le débat sur la laïcité ni dans l'idéologie islamiste de l'aile droite d'Ennahda ou de la minorité salafiste. Les demandes du peuple sont restées les mêmes : la démocratie, la dignité économique et la liberté.

Démocratie : construire une culture de dialogue et contre-pouvoirs

Dans un pays qui s'est illustré, pratiquement depuis l'indépendance, par une limitation particulièrement sévère de la liberté d'expression et une concentration totale des pouvoirs, la libération de la parole est sans nul doute l'acquis majeur et jusqu'ici incontesté de la révolution. L'engouement pour le débat politique est manifeste : à Tunis comme dans l'intérieur du pays, on n'a plus peur d'exprimer son opinion. Inévitablement, les médias comme ceux qui s'y expriment peinent encore à développer un espace de dialogue et de débat de substance. L'agressivité, l'intimidation, les invectives personnelles et les accusations de mécréance (*takfir*) sont montées

en puissance ces derniers mois. Ces faiblesses sont réelles mais elles n'entament pas la dynamique positive des deux dernières années, en partie grâce au courage des journalistes tunisiens.

La culture de contre-pouvoir reste, en revanche, trop peu présente dans la vie institutionnelle du pays. L'insuffisante indépendance de la justice,

l'absence d'instances locales et régionales élues et la faiblesse et le manque d'indépendance historiques des corps intermédiaires, à l'exception intermittente de l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens (UGTT), requièrent des changements en profondeur dans les pratiques et les structures. La période de transition aurait

dû déboucher sur la mise en place d'institutions indépendantes du gouvernement en place. Hormis l'Instance supérieure indépendante pour les élections (ISIE), cela n'a pas été le cas. La création d'un ministère de la justice transitionnelle est symptomatique de cette carence : un processus de réconciliation nationale ne peut aboutir que s'il est conduit par une autorité responsable mais tenue à l'écart des aléas de la gestion gouvernementale. La réforme du ministère de la justice et la garantie de la stricte indépendance des juges sont également indispensables pour restaurer la confiance des Tunisiens.

Dignité économique : l'empowerment des maillons faibles du tissu économique

L'économie est généralement considérée comme une des forces du pays. Son intégration dans l'économie mondiale, sa relative résistance et la compétence technique reconnue de l'administration nationale lui ont permis d'absorber les errements des dirigeants tunisiens, de l'expérience confuse du socialisme coopératif (à la fin des années 1960) au siphonage actif des richesses nationales par le président Ben Ali, son épouse et leurs clans élargis. D'un point de vue macroéconomique, malgré l'incertitude politique et la baisse sensible des recettes touristiques et des investissements directs étrangers, l'estimation provisoire de croissance autour de 3,5% pour 2012 confirme cette robustesse. Elle reste cependant en-deçà du seuil de création d'emploi, estimé à 5%, et elle masque des disparités sociales et régionales toujours considérables : la tentative de relance keynésienne a échoué, essentiellement du fait de l'incapacité à exécuter le budget d'investisse-

ment et à passer les marchés correspondants, et la situation sociale n'a enregistré aucune amélioration dans les deux dernières années.

Dans un pays où les coûts salariaux restent modérés, les améliorations sont à rechercher dans des facteurs autres que le travail. Le développement économique de la Tunisie s'est inscrit traditionnellement dans une logique dirigiste. La répartition centralisée et *top-down* des investissements et les choix faits depuis l'indépendance ont accru la concentration déjà excessive de l'activité dans la région côtière, y compris pour des activités rurales comme l'élevage. Ils ont consacré des spécialisations géographiques souvent arbitraires, une concentration sur des activités orientées vers l'exportation (favorisées par une fiscalité offshore avantageuse et dégageant une valeur ajoutée faible pour l'économie nationale) et une priorité de fait aux gros investissements industriels sur les petites entreprises. Dans les cas extrêmes, par exemple la Compagnie des phosphates de Gafsa (CPG), l'obtention d'un salaire à vie de la grande entreprise locale, assorti ou pas d'un emploi réel, est devenue l'unique perspective d'avenir. Sans surprise, les régions et les segments de la société à l'origine de la révolution de 2011 sont ceux où le cercle vicieux du désœuvrement et de l'achat de la paix sociale, sous des formes diverses, a été le plus affirmé.

Le développement d'une approche *bottom-up* permettrait la libération d'une partie de ce potentiel inexploité, notamment en appuyant le développement local, la micro et la petite entreprise et la population socialement sensible des chômeurs diplômés. La Tunisie est en mesure de développer de véritables stratégies de développement local, dans l'esprit du Livre blanc sur le développement régional de 2011, avec un accent particulier sur l'encouragement, l'encadrement et la formation des jeunes entrepreneurs. Elle peut soutenir l'organisation de filières agricoles et industrielles et la diversification des activités existantes, le tourisme notamment, pour faire une plus grande place à la micro-entreprise. Enfin, plutôt qu'abandonner le terrain à la contrebande et à l'économie informelle, le pays pourrait développer des stratégies actives afin d'exploiter le potentiel de croissance et d'échanges avec l'Algérie et la Libye, notamment en faveur des régions de l'ouest et du sud.

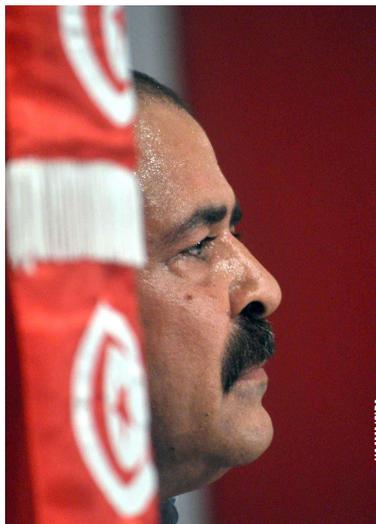
Cette approche n'est évidemment pas un remède unique et miraculeux. L'économie tunisienne souf-

fre aussi de la persistance de niches souvent protégées de la concurrence, qu'il s'agisse des télécommunications, de l'aviation ou d'autres domaines souvent taillés sur mesure pour garantir un revenu aux entreprises des clans de l'ancien régime. Le cadre d'investissement, les règles de concurrence, les systèmes bancaire et fiscal doivent être clarifiés et réformés. Les compensations des prix des produits de base, sujet hautement explosif dans le monde arabe, grèvent le budget national tout en étant socialement inéquitables (selon des estimations FMI/Banque mondiale, plus de 70% des subventions sur l'essence profitent aux 20% des Tunisiens les plus riches, contre 1% seulement aux 20% les plus pauvres). Cependant, indépendamment de ces réformes, seule une démarche d'inclusion et d'empowerment permettra de canaliser une partie de la croissance vers les laissés pour compte de l'économie tunisienne et d'améliorer leur situation. Sa mise en œuvre est donc une condition nécessaire à l'avancement des revendications populaires.

Liberté : entamer la réforme du ministère de l'Intérieur

La réforme du ministère de l'Intérieur est le troisième axe qui rendra possible ou empêchera un renouvellement en profondeur du rapport entre l'État tunisien et ses citoyens. Tel qu'il existe aujourd'hui, le ministère cumule à l'intérieur d'une même entité administrative des fonctions variées et souvent contradictoires : il est garant de l'ordre public, instruit les enquêtes, gère les collectivités territoriales, conduit des activités extensives de renseignement et mène d'autres missions secrètes, notamment par ses directions des services techniques et des services spéciaux. Depuis l'indépendance il a été continuellement utilisé par le pouvoir comme instrument de contrôle et d'espionnage intérieur, généralement en connexion avec d'autres services publics comme l'administration fiscale. C'est sur lui que s'est appuyé Ben Ali pour mettre un terme à la longue agonie politique d'Habib Bourguiba et s'installer au pouvoir pendant vingt-cinq ans.

Cette machine puissante à l'intérieur de l'État est un des enjeux principaux de la lutte entre les partis, comme le démontre la crispation autour de l'appartenance politique de son ministre de tutelle. Ennahda a d'ailleurs fait une concession importante et louable en acceptant son contrôle par un des membres non-politiques du nouveau



Assassinated opposition leader Chokri Belaid

gouvernement. Le recentrage du ministère de l'Intérieur sur ses fonctions d'ordre public et l'adaptation de ses méthodes et de ses procédures au nouveau contexte démocratique sont un préalable indispensable pour améliorer la situation sécuritaire et rééquilibrer l'image et le rôle de la police dans la société tunisienne. Ses autres fonctions, notamment la gestion des collectivités territoriales, peuvent être utilement transférées au service d'objectifs politiques autres que le contrôle du pays. Le lancement de cette réforme doit impérativement intervenir avant la prochaine élection, afin de prévenir toute tentation des gagnants d'inverser le mouvement.

Hâter les élections ou prendre du temps ?

L'organisation rapide d'élections législatives est largement considérée par les acteurs et les observateurs de la vie politique tunisienne comme un prérequis à la stabilisation du pays. Le délai avancé le plus souvent, un an, correspond au temps nécessaire pour mettre en place un arsenal législatif adapté (code électoral, partis politiques, médias audiovisuels). Certains appellent même à une accélération de ce calendrier.

Pourtant, au vu des derniers mois et du morcellement de la classe politique, des élections rapides ne permettraient pas nécessairement au pays de progresser dans les réformes nécessaires à moyen et long terme. Elles condamneraient la Tunisie à une nouvelle année d'instabilité et de tension préélectorale, probablement inévitable, sans garantir un gouvernement stable au sortir du processus. Faute d'avancées visibles dans l'entre-temps, ce scénario pourrait affaiblir encore davantage la confiance du peuple tunisien dans ses gouvernants.

Une voie alternative consisterait à donner plus de temps à un gouvernement d'union nationale, en capitalisant sur la pression populaire et sur deux points forts de la Tunisie : la solidité de sa technocratie et l'existence d'un relatif consensus sur la voie à suivre. Cette union nationale nécessiterait une plate-forme programmatique qui recentre le débat sur la substance et lance visiblement des réformes au cœur des préoccupations populaires. Elle pourrait également offrir une « respiration » à la classe politique tunisienne, Ennahda incluse, pour qu'elle s'organise et clarifie son offre politique au pays, en vue d'élections dans un horizon de deux à trois ans.

Pas trop tard pour devenir une réussite

Le flottement auquel fait face la Tunisie se retrouve dans tous les processus de transition démocratique. Inexpérimentés, confrontés au dégel du glacis identitaire et à la nécessité de gérer une instabilité accrue, ses dirigeants sont tentés pour des raisons variées de renvoyer à plus tard les réformes en profondeur. Face à l'urgence, ils oublient lentement un élément essentiel : le problème-clé de la transition est le système lui-même, avec l'ensemble des réflexes et des pratiques qu'il a accumulés pendant les soixante dernières années.

Lorsqu'elle a ouvert le bal du « printemps arabe », la Tunisie a été largement présentée comme disposant de tous les atouts pour réussir sa transition démocratique. C'est encore le cas aujourd'hui. Sa réussite peut être un élément d'ancrage essentiel dans un monde arabe troublé où la démocratie peine à s'enraciner. Elle est également un enjeu considérable pour la sécurité de l'Union européenne et pour le développement d'une relation avec le Maghreb à la hauteur des bénéfices mutuels considérables qui peuvent en être retirés.

Il incombe maintenant à la bureaucratie, à l'élite économique et, plus encore, à la classe politique tunisiennes de se hisser à la hauteur de leur peuple. En se concentrant sur l'avenir de la Tunisie, au-delà des querelles de personnes. En passant outre l'extrême minorité qui rêve d'établir un régime islamiste par l'intimidation et la force. Et en lançant, immédiatement, les réformes économiques et politiques de substance qui fermeront définitivement le chapitre de l'ancien régime.

Spécialiste de la politique étrangère européenne et du monde méditerranéen et musulman, Gilles Bertrand a travaillé pour l'Union européenne de 1995 à 2011, essentiellement dans le domaine des relations extérieures. Il est actuellement en congé du Service extérieur de l'UE et se consacre à l'écriture et à l'apprentissage de l'arabe.

